

En ces temps de fêtes de Noël, on pourrait espérer un peu d'amour et quelques marques de bonté dans une société qui semble en manquer parfois, même si, Dieu merci, il est quotidiennement de beaux gestes et de nombreuses bonnes volontés. Mais il est de grandes entreprises qui ne songent qu'à faire de l'argent, y compris sur le malheur des autres. C'est ce que rapporte « **Marianne** » dans son numéro de fin d'année sous le titre « **A Noël, Toys « R » Us » taxe l'humanitaire**

» : en effet, cette grande chaîne de distribution (payante) de jouets a décidé de faire payer les associations humanitaires qui, traditionnellement et pour financer leurs opérations caritatives, emballent les paquets de cadeaux. L'article est édifiant et terrifiant : «

Sur un ordre venu du siège de la firme, ils [les bénévoles des associations] devront payer pour collecter. Sous quel prétexte ? «

Il faut bien répercuter le prix du papier-cadeau mis à la disposition de l'association

», a répondu la direction du magasin de Dijon. En clair, ce qui était jusqu'alors gratuit pour les clients sera payé par ceux qui quêtent pour les démunis !

L'association dijonnaise les Blouses roses a ainsi dû déboursier 1 800 euros, une somme qui représente près du quart de ce qu'elle a collecté en 2006 lors de l'opération. « Impossible de refuser l'accord proposé, reconnaît un bénévole, c'est notre seule source de financement

. »

(...) A Bordeaux, l'association Dépannage Distraction, une association au service des enfants hospitalisés, s'est pliée sans broncher. La direction du magasin a demandé, en plus, aux bénévoles de préparer les paquets des 200 comités d'entreprise qui s'approvisionnent chez lui. De la répercussion des frais à la mise en coupe réglée de l'humanitaire, il y avait un gouffre que le magasin a osé franchir. »

Devant une telle indignité, le rouge me monte au front, une colère froide me saisit. Mais que faire ? D'abord faire connaître ce scandale aux autres médias et aux consommateurs, faire une véritable « contre-publicité » à cette chaîne de distribution de jouets et refuser d'y aller acheter quoique ce soit : puisqu'il n'y a que l'argent qui motive ces grands groupes, ne leur donnons pas le nôtre ! D'autre part, il ne serait pas scandaleux que les pouvoirs publics interviennent, par exemple, en interdisant l'ouverture de ces magasins le dimanche, ce qui les priverait d'une de leurs sources de revenus : « **frapper à la caisse** » peut être un bon moyen de faire réfléchir ces adeptes d'une « **économie sauvage** »

...

En tout cas, cette sinistre anecdote me dégoûte un peu plus d'un capitalisme dont le profit financier, apparemment seule raison d'être, passe avant la simple charité ou le respect de la dignité humaine.